

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL PORTANT MISE EN DEMEURE

de la société SEPR située sur la commune du Pontet 84 130

La préfète de Vaucluse

- VU** le code de l'environnement, livre V, titre I et notamment l'article L.171-8 ;
- VU** le code des relations entre le public et l'administration ;
- VU** la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;
- VU** le décret du 20 juillet 2022, publié au journal officiel du 21 juillet 2022, portant nomination de la préfète de Vaucluse – Mme Violaine DEMARET ;
- VU** le plan de protection de l'atmosphère de Vaucluse, approuvé le 11 avril 2014 ;
- VU** les actes préfectoraux qui réglementent l'exploitation par la Société Européenne des Produits Réfractaires (SEPR) des activités situées sur le territoire de la commune de LE PONTET, au 2539 Route de Sorgues, dont, notamment les arrêtés préfectoraux complémentaires du 2 mai 2016 et du 22 février 2021 ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 23 août 2022 donnant délégation de signature à Monsieur Christian GUYARD, secrétaire général de la préfecture de Vaucluse ;
- VU** les observations de l'exploitant transmises par courrier du 3 septembre 2021 ;
- VU** le courrier de l'exploitant à Monsieur le Préfet de Vaucluse daté du 10 décembre 2021, sollicitant un report d'échéances ;
- VU** le rapport de l'inspection des installations classées du 23 juin 2022 faisant suite à une inspection du site en date du 10 mai 2022 ;
- VU** les observations de l'exploitant à la transmission du courrier susvisé ;

CONSIDÉRANT la mise en place du plan de protection de l'atmosphère susvisé, compte tenu de la situation dégradée de la qualité de l'air au niveau de l'agglomération d'Avignon vis-à-vis de plusieurs polluants, dont les oxydes d'azote (NOx), les particules fines (PM 10 et PM 2,5) et l'ozone ;

CONSIDÉRANT que le site du Pontet de la société SEPR est le second plus important émetteur industriel de NOx au niveau du Vaucluse, avec 126 tonnes d'émissions déclarées pour l'année 2019 et 132 tonnes pour l'année 2020 ;

CONSIDÉRANT que les NOx sont des précurseurs d'ozone et de particules fines ;

CONSIDÉRANT que la qualité de l'air au niveau de l'agglomération d'Avignon reste dégradée, comme en témoignent les pics de pollution à l'ozone, observés le 22 juillet

2021, du 14 au 16 juin 2021, du 30 au 31 juillet 2020 et du 9 au 10 juillet 2020 ou les pics de pollution en particules fines (PM 10) observés le 4 mars 2021 et le 12 janvier 2020 ;

CONSIDÉRANT que l'article 3.2.3.1 de l'arrêté complémentaire du 2 mai 2016 susvisé, modifié par l'arrêté préfectoral complémentaire du 22 février 2021 susvisé, impose une valeur limite d'émission de 500 mg/Nm³ pour les rejets atmosphériques en oxyde d'azote (NOx) des fours 24 et 52 et de 5 mg/Nm³ et 5 g/h pour les rejets atmosphériques en fluorure d'hydrogène (HF) du four 3X ;

CONSIDÉRANT que la valeur limite d'émission pour le paramètre HF est de 500 g/h et non de 5 g/h en flux en application de l'arrêté ministériel du 28 février 2022 modifiant l'arrêté du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

CONSIDÉRANT les résultats des mesures en NOx (oxydes d'azote) en sortie du four 24 blanc en production 1195 lors notamment des contrôles inopinés de 2019 (1370 mg/Nm³ relevés dans le rapport BV n°354680681.2.R du 12/09/2019) et 2021 (1 488 mg/Nm³ relevés dans le rapport SOCOTEC n°EL7P1/21/612 du 19/07/2021) et des contrôles d'autosurveillance de l'exploitant de 2020 (2010 mg/Nm³ relevés dans le rapport BV n°8262682/212R du 05/02/2020) et 2021 (1182 mg/Nm³ relevés dans le rapport APAVE n°11865498-001 du 01/03/2021) ;

CONSIDÉRANT les résultats des mesures en NOx (oxydes d'azote) en sortie du four 52 en production 1682 lors notamment des contrôles d'autosurveillance de l'exploitant de 2018 (780 mg/Nm³ relevés dans le rapport APAVE 10436801-001 du 20/08/2018) et de 2020 (708 mg/Nm³ relevés dans le rapport APAVE n°11403625-001 du 19/05/2020) ;

CONSIDÉRANT les résultats des mesures en NOx (oxydes d'azote) en sortie du four 52 en production 55xx lors notamment des contrôles d'autosurveillance de l'exploitant de 2018 (1591mg/Nm³ relevés dans le rapport APAVE n°10651329-001 du 21/01/2019) et de 2019 (1810 mg/Nm³ relevés dans le rapport APAVE n°11175568-001 du 27/01/2020) ;

CONSIDÉRANT les résultats des mesures en HF (fluorure d'hydrogène) en sortie du four 3X en production C104 lors des contrôles d'autosurveillance de l'exploitant de 2020 (12,5 mg/Nm³ et 114 g/h relevés dans le rapport APAVE N°11403625-001 du 19/05/2020) et 2021 (7,2 mg/Nm³ et 204 g/h relevés dans le rapport APAVE N°11865498-001 du 01/03/2021) ;

CONSIDÉRANT que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société SEPR de respecter les prescriptions de l'article 3.2.3.1 de l'arrêté complémentaire du 2 mai 2016 modifié par l'arrêté préfectoral complémentaire du 22 février 2021, portant notamment sur les valeurs limites d'émission des rejets atmosphériques en oxyde d'azote (NOx) des fours 24 et 52 et en fluorure d'hydrogène (HF) du four 3X ;

CONSIDÉRANT que les non-conformités relevées lors de l'inspection du 10 juin 2021 peuvent porter atteinte aux intérêts environnementaux visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement et qu'il y a lieu d'y mettre un terme ;

SUR la proposition du directeur départemental par intérim de la protection des populations ;

A R R Ê T E

Article 1er :

La Société Européenne des Produits Réfractaires (SEPR), dont le siège social est situé « Les Miroirs » – 18 avenue d'Alsace – 92 096 LA DÉFENSE CEDEX 30, est mise en demeure, pour la poursuite de l'exploitation des activités situées sur le territoire de la commune du PONTET, au 2539 Route de Sorgues, de se conformer aux dispositions suivantes de l'article 3.2.3.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 2 mai 2016 modifié par l'arrêté préfectoral complémentaire du 22 février 2021 suivant les délais indiqués dans le tableau ci-dessous :

Article 3.2.3.1 « Valeurs limites en concentration et flux pour le procédé » de l'arrêté préfectoral complémentaire du 2 mai 2016 modifié par l'arrêté préfectoral complémentaire du 22 février 2021

Polluant	Émissaire	Four	Production	Valeur limite d'émission	Délai imparti
NOx	B41	Four 24 blanc	1195	500 mg/Nm ³	30 juin 2023 Les échéances intermédiaires suivantes permettent de suivre l'efficacité des actions de mise en conformité, prévues par l'exploitant : <ul style="list-style-type: none">• 30 novembre 2022 : 900 mg/Nm³• 1^{er} janvier 2023 : 700 mg/Nm³• 30 juin 2023 : 500 mg/Nm³
NOx	E1	Four 52	1682	500 mg/Nm ³	30 juin 2023 Les échéances intermédiaires suivantes permettent de suivre l'efficacité des actions de mise en conformité, prévues par l'exploitant : <ul style="list-style-type: none">• 30 novembre 2022 : 600 mg/Nm³• 1^{er} janvier 2023 : 550 mg/Nm³• 30 juin 2023 : 500 mg/Nm³
NOx	E1	Four 52	55xx	500 mg/Nm ³	30 juin 2023 Les échéances intermédiaires suivantes permettent de suivre l'efficacité des actions de mise en conformité, prévues par l'exploitant : <ul style="list-style-type: none">• 30 novembre 2022 : 600 mg/Nm³• 1^{er} janvier 2023 : 550 mg/Nm³• 30 juin 2023 : 500 mg/Nm³
HF	C3B	Four 3X	C104	5 mg/Nm ³ et 500 g/h	31/12/22

Article 2 : Abrogations

Les dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 1^{er} octobre 2021 et du 05 août 2022 sont abrogées.

Article 3 : Délais et voies de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours de plein contentieux devant le tribunal administratif de Nîmes - 16 avenue Feuchères - CS 88 010 - 30 941 NÎMES CEDEX 09 :

- par les tiers intéressés dans un délai de quatre mois à compter de l'affichage en mairie ou de la publication de la décision sur le site internet de la préfecture. Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie ;
- par les demandeurs ou exploitants dans un délai de deux mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique "Télerecours Citoyens" accessible par le site Internet : « www.telerecours.fr ».

Le présent arrêté préfectoral peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois susmentionné. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais susmentionnés.

Article 4 : Mesures de publicité

En vue de l'information des tiers, les mesures de police administrative prévues à l'article L. 171-7 et au I de l'article L. 171-8 sont publiées sur le site internet des services de l'État dans le département pendant une durée minimale de deux mois.

Article 5 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de Vaucluse, le maire du Pontet, le directeur départemental par intérim de la protection des populations, le directeur régional par intérim de l'environnement de l'aménagement et du logement PACA, le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Vaucluse sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera notifiée à l'exploitant par la DDPP.

Avignon, le 14 SEP. 2022
Pour la préfète,
le secrétaire général,
Christian GUYARD